

**Décision n° 2022-1772**  
**de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et**  
**de la distribution de la presse**  
**en date du 1er septembre 2022**  
**autorisant la Société Française du Radiotéléphone à utiliser des fréquences de**  
**la bande 1452-1492 MHz**  
**pour des expérimentations techniques à Tours (37261) et à**  
**Saint-Pierre-des-Corps (37233)**

L’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ci-après « l’Arcep ») ;

Vu la directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après le « CPCE »), notamment ses articles L. 36-7 (6°) et L. 42-1 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 modifié du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation des fréquences délivrées par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 4 mai 2021 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2022-0486 de l’Arcep en date du 1er septembre 2022 autorisant la Société Française du Radiotéléphone à utiliser des fréquences de la bande 1452-1492 MHz pour des expérimentations techniques à Tours et à Saint-Pierre-des-Corps (37) ;

Vu le courrier électronique de la Société Française du Radiotéléphone en date du 5 août 2022 demandant l’attribution de fréquences dans la bande 1452 - 1492 MHz pour effectuer des expérimentations techniques ;

Après en avoir délibéré le 1er septembre 2022,

## **Pour les motifs suivants :**

Par un courrier électronique en date du 5 août 2022, la Société Française du Radiotéléphone (ci-après « le demandeur ») a demandé à l'Arcep le renouvellement jusqu'au 31 décembre 2022 de la décision n° 2022-0486 de l'Arcep susvisée attribuant une autorisation d'utiliser des fréquences de la bande 1452 - 1492 MHz afin de mener, de manière temporaire, des expérimentations techniques au niveau de Tours (37261) et de Saint-Pierre-des-Corps (37233).

L'Arcep est affectataire exclusif de la bande 1452 - 1492 MHz pour le service mobile sauf aéronautique et le service fixe. Après vérification de possibles contraintes de brouillage avec les utilisations de part et d'autre de la bande demandée, il apparaît que la sous-bande 1452 - 1492 MHz est compatible avec les services du service fixe de la bande 1452 - 1492 MHz.

Compte tenu de ce qui précède, rien ne s'oppose donc à ce que le demandeur utilise, à des fins d'expérimentations techniques et sans fin commerciale, la bande 1452 - 1492 MHz sur les sites mentionnés. Par la présente décision, l'Arcep attribue à titre expérimental des fréquences au demandeur et fixe les conditions d'utilisation de ces fréquences, conformément aux articles L. 36-7 (6°) et L. 42-1 du CPCE.

## **Décide :**

**Article 1.** La Société Française du Radiotéléphone (ci-après « le titulaire ») est autorisée à utiliser à titre expérimental les bandes de fréquences 1452 - 1492 MHz, au niveau de Tours (37261) et de Saint-Pierre-des-Corps (37233).

**Article 2.** L'autorisation d'utilisation des fréquences visées à l'article 1 est valable du 8 septembre 2022 au 31 décembre 2022.

**Article 3.** Le titulaire est tenu de respecter les conditions techniques prévues en annexe de la présente décision.

L'Arcep pourra modifier, de façon non substantielle, les conditions techniques figurant en annexe de la présente décision. Le cas échéant, ces modifications entreront en vigueur à l'expiration d'un délai minimal d'un mois à compter de la date de notification par l'Arcep au titulaire de la décision modifiant la présente décision.

**Article 4.** La présente autorisation est attribuée sans garantie de non brouillage.

Le titulaire doit interrompre immédiatement l'expérimentation liée à l'utilisation des fréquences autorisées si des brouillages étaient constatés vis-à-vis d'autres utilisateurs de fréquences bénéficiant d'une garantie de non brouillage.

Un mécanisme de coordination doit être mis en place avec d'autres utilisateurs ne bénéficiant pas d'une garantie de non brouillage, si des brouillages étaient constatés vis-à-vis de ces derniers, en vue de permettre le bon déroulement de leurs activités respectives.

**Article 5.** L'utilisation des fréquences visées à l'article 1 à des fins commerciales n'est pas autorisée.

**Article 6.** Le titulaire communique à l'Arcep un rapport détaillé des résultats de l'expérimentation au plus tard trois mois après la date d'expiration de la présente autorisation, et fait suite aux demandes d'informations de l'Arcep sur l'expérimentation tout au long de celle-ci.

- Article 7.** La présente décision ne dispense pas de la délivrance, le cas échéant, d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des fréquences, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE.
- Article 8.** Le titulaire acquitte, à la date de délivrance de la présente décision, au titre des redevances instituées par les décrets n° 2007-1531 et n° 2007-1532 susvisés, la somme de 200 € pour la redevance domaniale de mise à disposition de fréquences et 200 € pour la redevance de gestion.
- Article 9.** La directrice générale de l'Arcep est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au titulaire et publiée sur le site internet de l'Arcep.

Fait à Paris, le 1er septembre 2022,

La Présidente

Laure de La Raudière

**Annexe à la décision n° 2022-1772 en date du 1er septembre 2022  
de l'Autorité de régulation des communications électroniques,  
des postes et de la distribution de la presse**

**Conditions techniques d'utilisation des fréquences**

Les caractéristiques techniques des stations d'émission autorisées sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Numéro de station d'émission	Latitude (coordonnées au format WSG84 XX°XX'XX"N)	Longitude (coordonnées au format WSG84 XX°XX'XX"E/W)	Puissance isotrope rayonnée équivalente (PIRE) (dBm)	Azimut (°)	Tilt (°)	Hauteur des antennes par rapport au sol (m)
1	47°22'52.92" N	0°43'29.77" E	67	0/120/240	0	46
2	47°23'42.97" N	0°43'29.79" E	64	0/120/255	0	42,2
3	47°23'19.87" N	0°42'03.92" E	67	0/120/240	0	39,5
4	47°22'56.06" N	0°42'38.17" E	64	0/120/240	0	16,4

La puissance isotrope rayonnée équivalente (PIRE) pour chaque terminal mobile est, au maximum, égale à 23 dBm.